

SOIGNANTS LE GRAND MALAISE...

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale prend acte des mesures annoncées par le Président de la République. Elle appelle toutes et tous à prendre ses responsabilités dans cette période de crise sanitaire.

Dans le même temps, nous soulignons que les missions de service public et l'hôpital public avec ces agents et ses salariés sont en première ligne.

Les remerciements du Président ne pourront **avoir un réel écho** aux oreilles des personnels, **que s'ils sont suivis d'actes concrets** en matière de financements nécessaires et de prise en compte des revendications qu'ils portent depuis plusieurs mois afin d'améliorer notre système de santé et de protection sociale.

Les personnels des hôpitaux n'oublient pas qu'avant cette crise le gouvernement a fermé 4418 lits d'hospitalisation dans notre pays ces deux dernières années, dégradant les conditions de travail et la qualité la prise en charge.

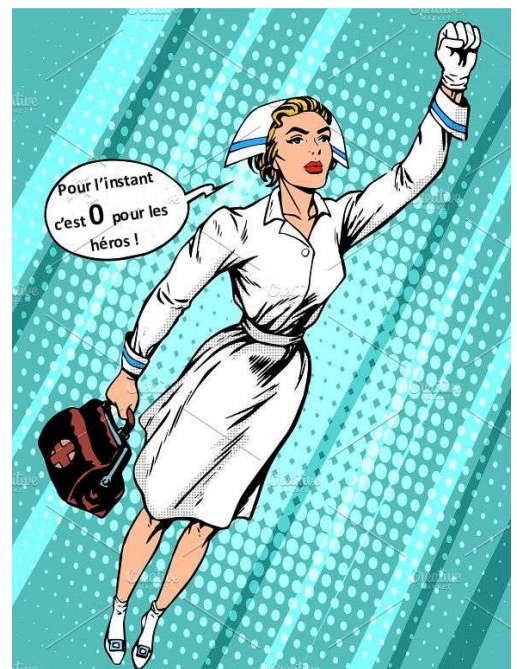
Si nous sommes en « Guerre » aujourd'hui , cette pandémie doit nous alerter sur l'urgence de créer de manière pérenne les conditions d'ouverture de lits , de services et d'établissements sur tout le territoire dans la proximité et au plus près de la population.

« *La santé n'a pas de prix* » à ce titre le service public de santé et d'action sociale doit rentrer dans les prérogatives régaliennes de l'Etat.

LA GUERRE EST DECLAREE MAIS L'HOPITAL N'EST PAS PRET !

La CGT demande que la priorité, pour les personnels de santé et les médecins et soignants de ville, soit mise sur :

- la fabrication immédiate de masques et de tenues de protection efficaces.
- la fabrication de gels hydroalcooliques
- l'embauche sur volontariat des soignants partis récemment à la retraite en clarifiant le cadre réglementaire d'une telle décision
- le paiement des astreintes au tiers alors qu'elles le sont actuellement
- l'arrêt immédiat de la fermeture des lits au nom du virage ambulatoire
- le retrait de la loi santé
- la réhabilitation des CHSCT



- **Celles et ceux d'entre nous qui seront contaminés ne seront pas considérés en accident du travail** mais en simple arrêt maladie et se verront appliquer le jour de carence. **Quelle honte !**
- Pour enfoncer le clou, plusieurs directions se dégagent d'avance de toute responsabilité arguant du fait que nous pouvons être infectés en dehors de notre lieu de travail : elles ne sauraient ainsi être tenues responsables. C'est le cas au CH Lavour....
- **Nous demandons au gouvernement de cesser immédiatement ce jeu malsain et d'annuler définitivement cette question du jour de carence !**

MAIS JUSQU'OU VONT-ILS ALLER ?

Alors que, par mesure de protection, la plupart des enfants pourront rester chez eux en compagnie de leurs parents, nos enfants seront regroupés dans des lieux fermés comme les écoles ou les crèches dont tout le monde sait qu'ils seront surchargés.

Non seulement l'Etat nous expose à titre individuel, mais il fait de même pour nos enfants.

Nous demandons au gouvernement de prendre réellement toutes les dispositions

Nous sommes fatigués, nous sommes en colère, nous sommes inquiets pour nos proches et nos patients et nous ne supportons plus le discours du Président martelant qu'il faut privilégier la santé publique et ne pas soucier des coûts immédiats pour terrasser l'épidémie.

Le Président parle de combat contre l'épidémie mais pour l'instant le service public part seul au front et sans armes adaptées, sans matériel.

Le Gouvernement ne donne pas tous les moyens de protection aux soignants, réduit leur espérance de vie en dégradant jours après jours leurs conditions de travail. Par-dessus le marché il leur supprime la pénibilité et les oblige être exposés à cette dégradation 7 années de « plus » ... pour gagner toujours « moins » à la retraite.

Il ose nous présenter en héros de la République !

Va-t-il une fois la crise passée achever la casse de notre système de santé solidaire, de nos établissements de santé et de nos professions ?

Nous ne voulons pas de sa reconnaissance ni de celle de ses pairs.

La flatterie ne remplace pas un juste salaire.

Les louanges ne rendent pas « plus » supportables nos horaires atypiques et notre charge de travail écrasante, n'écartent pas les risques que nous prenons.

Déclarer « l'Union Sacrée » est pur cynisme quand l'effort ne porte que sur quelques-uns.

Arrêtons de nous laisser faire et de les laisser faire. Ne faisons plus semblant de croire à ce discours !

Nous nous battons seuls, comme d'habitude, avec courage et détermination.

Une fois le combat gagné, nous irons solder nos comptes avec ceux qui ont fait de la communication mais ne nous ont pas donné tous les moyens nécessaires.

CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Permanence le mardi de 9 h à 16 h. tél. : 05 63 83 30 38 ou 3038 Mail : cgt.chlavour@wanadoo.fr

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr